

INDE

Amnesty International inquiète pour la sécurité des civils, notamment adivasis, pris dans l'escalade du conflit au Chattisgarh

Index AI : ASA 20/008/2006

ÉFAI

Jeudi 9 mars 2006

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International fait part de son inquiétude après la récente escalade de violence dans une région boisée reculée du Chattisgarh, au centre de l'Inde. Le 28 février, des personnes soupçonnées d'être des maoïstes appartenant au *People's War Group* (PWG, Groupe de la guerre populaire) ont fait exploser une mine antipersonnel au passage d'un camion transportant des civils, dans la région de Dantewada/Bastar dans l'État du Chattisgarh. Vingt-six personnes ont été tuées et trente autres ont été grièvement blessées.

Le 5 mars, des personnes soupçonnées de faire partie des maoïstes ont mené des raids sur deux autres villages du district de Dantewada, tuant six personnes et en enlevant cinq autres. Le PWG prétend défendre les droits des communautés marginalisées.

Amnesty International est inquiète pour la sécurité des citoyens ordinaires, notamment les *adivasis* (aborigènes) de cette région, menacés par le violent conflit en cours opposant le PWG aux membres de *Salwa Judum*, un groupe dont l'objectif déclaré est d'éradiquer le PWG.

Les victimes de l'attaque du 28 février étaient en route pour participer à une marche organisée à l'appel de *Salwa Judum* (Campagne de purification) créée il y a un peu plus d'un an.

En décembre 2005, le gouvernement de l'État du Chattisgarh a adopté une nouvelle législation en matière de sécurité qui lui confère des pouvoirs potentiellement très étendus en matière de restriction des droits à la liberté d'expression et de réunion.

Amnesty International demande instamment au gouvernement du Chattisgarh d'enquêter sur tous les homicides de civils dans la région et de modifier les lois sur la sécurité de façon à ce que soient respectés

les droits à la liberté d'expression et de réunion.

Complément d'information

Des sources dignes de foi ont à maintes reprises fait état de la situation des communautés *adivasis* de la région, prises en étau dans le violent conflit opposant forces de sécurité et maoïstes. Selon ces sources, *Salwa Judum* est une campagne soutenue par le gouvernement de l'État, visant à intimider sympathisants et partisans des maoïstes.

Selon des informations apparues récemment, la campagne *Salwa Judum*, qui bénéficierait d'un soutien important des communautés non-*adivasis* et de certains partis politiques, mobiliserait maintenant les jeunes *adivasis* contre les maoïstes. Plusieurs militants des droits humains ont signalé avoir été forcés à assister aux rassemblements de *Salwa Judum* par certains de ses membres.

Si les participants à *Salwa Judum* semblent être des cibles pour les maoïstes, ceux qui refusent de participer risquent des attaques de la police de l'État et du bataillon naga des *Central Reserve Police Force* (CRPF, Forces centrales de réserve de la police), un groupe paramilitaire. Selon les informations reçues, de nombreux *adivasis* restent confinés dans des campements temporaires où ils sont dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille.

Selon certaines sources, le gouvernement du Chattisgarh reconnaîtrait les homicides perpétrés par les maoïstes mais n'aurait encore ouvert aucune enquête sur les morts imputées à *Salwa Judum*. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>